



N° 047 – 20 mars 2009

Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale

INTERNATIONAL PERSPECTIVE NO.47 OF 20 mars 2009



1275212 www.fotosearch.com

“I have a dream that my four little children will one day live in a Nation where they will not be judged by the color of their skin but by the content of their character.”

Martin Luther King Jr.

PERSPECTIVE INTERNATIONALE No.47 DU 20 mars 2009

Nouvelle route Bastos, rue 1705 N° 606, P.O Box 836 Yaoundé - Cameroun
Phone: (237) 22 21 24 74 Fax: (237) 22 21 24 75 E-mail: unchrd-ca@undp.org
Website: www.cnudhd.org - www.unchrd.org

Cameroun

LA DISTRIBUTION DES CONDOMS, UNE SOLUTION CONTRE LA SIDA?

© Camer.be

Paru le 20-03-2009

« On ne peut combattre la pandémie du sida par la distribution des condoms au contraire, ils peuvent aggraver l'expansion de la pandémie ». Une déclaration du pape Benoît XVI en route pour son premier voyage en terre africaine en direction du Cameroun. Des propos qui révèlent les limites des moyens utilisés dans le permanent combat mené pour limiter les ravages d'une pandémie qui afflige la planète. On le constate, la position du pape, déjà controversée, n'est pas loin du conservatisme religieux d'une Eglise catholique soucieuse de la préservation de l'éthique.

Une attitude que beaucoup interprète comme un manque de réalisme de la part de l'église devant la gravité de la pandémie. Mais pourtant malgré l'usage des condoms lors des campagnes de sensibilisation et de prévention, la maladie continue à faire des victimes. Quelles solutions faut-il adopter pour lutter efficacement contre la pandémie. Il ne suffit donc pas ou plus de distribuer des préservatifs pour espérer repousser la maladie à ses derniers retranchements.

Il en faut un peu plus aujourd'hui car le SIDA, est révélateur d'une crise éthique et sociale. Selon le point de vue du Pape, il ne faut pas se limiter à la promotion du condom mais comme l'enseigne le catéchisme de l'Eglise, il est nécessaire de cesser de banaliser la sexualité dans le monde. Vivre sa sexualité dans le respect de son corps et de celui de l'autre est un idéal à atteindre. Une opinion qui nous présente la nécessité de l'éducation sexuelle qui de plus en plus fait défaut dans nos sociétés. Celle-ci demeure un tabou (chose dont on ne parle pas ouvertement). Beaucoup de jeunes par exemple ne sont éduqués à la sexualité que lors de leurs premières expériences sexuelles ; la prostitution a élu domicile dans toutes les sociétés où abondent les maisons closes, les cas de pédophilie défraient sans cesse la chronique dans tous les médias : autant de faits et bien d'autres qui révèlent l'ampleur de la dépravation des mœurs dans la société contemporaine.

Des faits révélateurs d'une sexualité débridée dont les conséquences à l'instar du SIDA méritent non pas des solutions superficielles comme l'usage des préservatifs mais des mesures fortes pour soigner le mal à la racine. Ainsi, en vivant sa sexualité dans la dignité et surtout dans le respect de son corps et de celui de l'autre considéré, selon l'enseignement de l'Eglise, comme le temple du Saint-Esprit, l'on pourra, en se privant de compromettre son avenir dans des relations douteuses, combattre efficacement l'expansion du SIDA dans le monde. Pas besoin donc de s'attaquer simplement à la position de l'Eglise catholique sur l'usage du condom ; mais faut-il encore la comprendre et l'associer dans la vaste campagne de lutte contre le fléau du SIDA.

Cameroun

Benoît XVI s'en prend au préservatif

17/03/2009 - AFP

Le pape Benoît XVI est arrivé mardi à Yaoundé, au Cameroun, peu avant 16H00 locales. C'est la première étape de son premier voyage en Afrique qui durera une semaine et le conduira également en Angola.

Dimanche, le pape avait dit souhaiter "prendre dans ses bras" toute l'Afrique pendant son voyage, avec ses "blessures douloureuses" et ses "énormes espoirs".

Pendant le vol en provenance de Rome, Benoît XVI a notamment déclaré à la presse qu'on "ne (pouvait) pas régler le problème du sida avec la distribution de préservatifs". «Au contraire (leur) utilisation aggrave le problème», a-t-il ajouté

Il avait également affirmé qu'il ne se sentait "pas seul" comme l'a écrit la presse italienne après sa décision controversée de lever l'excommunication d'un évêque intégriste négationniste.

Il devait prononcer un discours à l'aéroport de Yaoundé après son arrivée.

Congo (Brazzaville)

Les obsèques d'Edith Lucie Bongo auront lieu à Libreville et l'inhumation au Congo

17/03/2009 - AFP

Le corps de la Première dame gabonaise Edith Lucie Bongo, décédée samedi au Maroc, sera rapatrié mercredi vers Libreville pour des obsèques, puis sera transféré au Congo, sa terre natale, pour y être inhumé.

"A la demande de la famille Nguesso et dans le souci de s'en tenir au strict respect des us et coutumes Mbochis (ethnie de la défunte), les familles Bongo Ondimba et Sassou Nguesso ont décidé, après concertation, que les obsèques se dérouleront au Gabon et au Congo et que l'inhumation se fera à Edu, terre ancestrale de feu docteur Edith Lucie Bongo Ondimba", selon un communiqué du gouvernement.

Le corps de l'épouse du président gabonais Omar Bongo Ondimba et fille aînée du président congolais Denis Sassou Nguesso devrait arriver mercredi vers 15H00 (14H00 GMT) dans la capitale gabonaise.

"Il y aura des obsèques, un hommage de la Nation et sans doute une veillée funèbre au palais présidentiel", a précisé Max Olivier Obame, un porte-parole du gouvernement à l'AFP.

Jeudi, le corps sera rapatrié vers Edu, le village natal d'Edith Lucie Bongo où se trouve le cimetière familial de la famille Nguesso.

Fille aînée du président congolais Denis Sassou Nguesso, Edith Lucie Bongo Ondimba, 45 ans, avait épousé Omar Bongo Ondimba en 1990. Elle est décédée samedi à Rabat où elle était hospitalisée depuis plusieurs semaines.

Le gouvernement gabonais a décrété un "deuil national" sur le territoire gabonais jusqu'aux funérailles de Mme Bongo.

Congo Kinshasa

Vital Kamerhe fait de la résistance

Article publié le 16/03/2009 Par RFI

La rentrée parlementaire est tendue, ce début de semaine, à Kinshasa. Les députés de la majorité réclament la démission du président de l'Assemblée. Ils reprochent à Vital Kamerhe ses critiques contre la participation du Rwanda à une opération contre les rebelles hutus rwandais FDLR, le mois dernier, dans l'est du Congo. Mais le patron de l'Assemblée nationale n'entend pas lâcher prise.

En dépit des pressions exercées sur lui par sa famille politique et par le chef de l'Etat, le président de l'Assemblée nationale a ouvert, ce lundi, la session parlementaire de mars.

Il était seul à la tribune, tous les autres membres du bureau ayant démissionné avant cette rentrée. Kamerhe a tout de même réussi à rassembler trois cent députés : l'ensemble des députés de l'opposition, auxquels se sont ajoutés près d'une centaine appartenant à la majorité.

Dans son discours, le président de l'Assemblée nationale a promis sans donner de date de convoquer incessamment la conférence des présidents des groupes parlementaires. « *Une réunion au cours de laquelle, a-t-il dit, sera posé le problème de sa démission qui est exigée par l'AMP (l'Alliance de la majorité présidentielle) et par le président Kabila* ». « *On ne peut pas jeter le discrédit sur les députés, tout simplement parce qu'ils ont exercé une prérogative qui leur est reconnue constitutionnellement* », a également expliqué le président de l'Assemblée nationale.

Soutien de députés «kabilistes»

Kamerhe a été fortement applaudi par le public, composé essentiellement des fonctionnaires du Parlement, les seuls autorisés - en dehors des députés - à assister à la cérémonie d'ouverture de la session parlementaire.

La veille, il avait passé toute la journée au Palais du peuple, mettant la dernière main aux préparatifs de cette séance cruciale. Il est resté sourd aux pressions de sa famille politique, y compris celle du chef de l'Etat, qui exige sa démission.

Aucun des nombreux émissaires envoyés auprès du président de l'Assemblée nationale n'est parvenu à le convaincre : « *Je veux bien démissionner mais cela doit se faire dans le respect des textes* », n'a cessé d'expliquer Kamerhe.

L'Alliance de la majorité présidentielle (AMP) a demandé à ses membres de boycotter cette cérémonie, d'où l'étonnement des députés de l'opposition. Jean-Lucien Bussa du Mouvement de libération du Congo (MLC) : « *La déchéance ne peut être obtenue que lorsqu'une plénière est convoquée. En ce qui nous concerne, explique l'opposant, en tant que députés de l'opposition, nous nous étonnons d'une majorité au pouvoir qui refuse de participer au jeu démocratique. Mais en même temps, nous sommes en train de craindre une espèce de dérive présidentielle et même dictatoriale qui s'annonce à l'horizon* ».

Au sein de la mouvance présidentielle, certains députés pensent la même chose que l'opposition. Justin Bitakwira demande ainsi au chef de l'Etat de reconsidérer sa position : « *Si le chef de l'Etat veut encore qu'il soit le chef de l'Etat, que tout le monde a vanté, en qui chacun a confiance, qu'il suive nos propos, qu'il suive nos convictions ; dans le cas contraire, je considère qu'il est un chef de l'Etat perdu* »...

Certains journaux de Kinshasa affirment qu'il s'agit d'un conflit d'intérêt dans la cour du président Kabila.

Congo Kinshasa

L'armée indienne acquitte des Casques bleus soupçonnés d'abus sexuels

13/03/2009 10:34:31 - XINHUA

L'armée indienne acquitte, faute de preuves tangibles, des Casques bleus soupçonnés d'avoir commis des abus sexuels en RD Congo alors qu'ils y étaient pour une mission humanitaire.

L'armée indienne a acquitté au moins 30 de ses officiers soupçonnés d'avoir commis des abus sexuels sur des femmes, dont des mineures, lorsqu'ils étaient en mission en RD Congo dans le cadre des opérations onusiennes de maintien de la paix l'an dernier, rapporte le quotidien local The Asian Age. Des sources de l'armée indienne ont expliqué qu'il n'y avait pas de preuve substantielle étayant les chefs d'accusation, après qu'une enquête sur le dossier eut été close. Le ministre indien de la Défense A. K. Antony avait ordonné l'année dernière l'ouverture d'une enquête rigoureuse sur les plaintes pour exploitation sexuelle de femmes locales par des Casques bleus indiens en RD Congo. Les cas d'abus sexuel ont été rapportés dans la région de Masisi, dans l'est de la RDC où des troupes indiennes ont été déployées. L'Inde a récemment annulé le déploiement d'un contingent supplémentaire de son armée de l'air en RD Congo pour les opérations onusiennes de maintien de la paix, sous l'effet du scandale sexuel. L'armée de l'air indienne déploie actuellement trois contingents de Casques bleus en RD Congo et un autre au Soudan. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé l'Inde à mettre en place les "mesures disciplinaires les plus sévères prévues par le droit indien" contre les personnes impliquées dans ce scandale d'abus sexuel.

Villages abandoned as militia rampage in the east

Kinshasa 19 March 2009 - IRIN

KINSHASA, 19 March 2009 (IRIN) - Whole villages are being abandoned as civilians flee attacks by Rwandan Hutu militia and Ugandan rebels in eastern Democratic Republic of Congo, just weeks after joint army operations to oust the militias ended.

"[On] Monday and Tuesday [16 and 17 March], the FDLR [Forces démocratiques pour la libération du Rwanda] attacked a FARDC [national army] position and burned some villages ... causing massive population displacement," Joseph Malikidogo, president of the North Kivu civil society, said. The FDLR comprises militias, some of whom are blamed for the 1994 Rwandan genocide.

The DRC government invited the Rwandan and Ugandan armies to North Kivu and Orientale provinces, respectively, to help quell the FDLR and Ugandan rebel Lord's Resistance Army (LRA) threat in the east. The LRA is blamed for [attacks](#) on civilians in parts of Southern Sudan and Orientale Province.

Since the end of the operations, hundreds of civilians have come under attack, with villages looted and women raped. The Rwandan army left on 25 February while the Ugandan army pulled out on 15 March.

"The situation ... is characterised by a large number of population movements due to multiple FDLR attacks, particularly in the north ... the situation in Haut-Uele and in part of Bas-Uele [Orientale] is reminiscent of the one in the province of North Kivu," Nestor Yombo Djema, an information officer with the UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA),

told IRIN.

Some of the FDLR militia had regrouped in Lubero, Walikale and Masisi, in North Kivu, and clashed with the FARDC, according to the spokesman for the UN Mission in the DRC (MONUC), Lt. Col Jean-Paul Dietrich.

"The FDLR are still in their hundreds and they always pose a threat to the population even though, according to different sources, the joint army operation weakened their capacity," said Dietrich. MONUC is to launch anti-FDLR operations with the army.

According to government spokesman Lambert Mende, remnants of the armed groups were still harming the population. At least 8,000 people have been displaced in Lubero, 14,000 west of Musienene, and 17,500 in Kirumba in North Kivu where some [returns](#) have also been recorded, according to humanitarian organisations. The number of Congolese refugees has also increased by 7,622 since January.

Rumours of attacks had also contributed to displacement in places like Kayna, North Kivu, where people had fled, only to return home later, said Yombo of OCHA.

The FDLR had also displaced civilians in [South Kivu](#). "In the past three weeks, the FDLR, which fled the joint operation [in North Kivu], has driven away at least 7,600 people from their villages north of Kalonge," he said.

Some of the FDLR and newly integrated FARDC units were reportedly also kidnapping civilians for ransom and taxing farmers to access their fields.

LRA attacks

Meanwhile, in the northern territory of Dungu in Orientale, civilians were still fleeing LRA attacks. "The LRA attacks on villages and civilians have displaced the population and complicated [the provision of] humanitarian assistance," he said.

Medical NGO [Médecins Sans Frontières](#) Switzerland pulled out of Banda, Haut Uele, after the LRA attacked and pillaged its base on 5 March. About 20,000 people fled Banda, Yombo said.

Oxfam GB was also forced to suspend an IDP verification exercise in Lubero following obstruction by FARDC soldiers' wives, while MSF Holland suspended its activities in Kitchanga.

In addition, aid convoys were unable to use the roads, leaving thousands of people without assistance, although generally incidents targeting aid organisations have decreased in North Kivu

Tchad/Centrafrigue

L'Eufor est morte, vive la Minurcat !

Article publié le 15/03/2009

L'Eufor a officiellement passé le relais ce dimanche à la Minurcat. La force européenne, présente depuis un an au Tchad, ne s'en va pas complètement du pays. C'est désormais la Mission des Nations unies pour la Centrafrique et le Tchad qui prend le relais. Plus de

deux mille soldats de l'Eufor vont dépendre désormais de l'ONU qui envoie plus de cinq mille casques bleus. La mission de la Minurcat, placée sous le commandement du général sénégalais El Hadj Mouhamadou Kandji, s'annonce plus que difficile.

Le passage de témoin se déroule dans un contexte très tendu, en raison du mandat d'arrêt contre le président el-Béchir. Cette tension est notamment alimentée par des informations selon lesquelles les rebelles tchadiens, soutenus et équipés par Khartoum, prépareraient une nouvelle attaque contre le Tchad.

Le ministre français des Affaires étrangères, qui a présidé la cérémonie ce dimanche, à Abéché, réfute les critiques de certaines ONG sur le bilan de l'Eufor et il estime que la sécurité est revenue dans les camps. *« Vous savez, explique Bernard Kouchner, quand vous ne faites rien, il n'y a jamais de critiques. Et là, je pense que les populations s'en trouvent bien. Je pense que de nombreux déplacés vont retrouver, même dans des endroits réputés dangereux, une vie normale. Voilà ce que nous avons fait pour protéger, sécuriser les populations, pas la frontière et pas la situation politique ».*

Les autorités tchadiennes réticentes au début, ont finalement accepté le déploiement de l'Eufor et sa transformation en force onusienne. Moussa Faki, le chef de la diplomatie tchadienne : *« Il ne s'agit pas de défendre les frontières tchadiennes. Il s'agit de protéger les réfugiés, les déplacés et les humanitaires. Pour ce qui est de la protection de notre territoire, nous nous en chargeons et nous le faisons bien ».*

Tchad

Les humanitaires en alerte après l'expulsion des ONG du Darfour

11/03/2009 - IRIN

Les organisations humanitaires de l'est tchadien se préparent pour un afflux potentiel d'hommes, de femmes et d'enfants venus du Darfour, après l'expulsion, par le gouvernement soudanais, des organisations non-gouvernementales (ONG) qui fournissaient de l'eau, des vivres et des soins de santé à plusieurs millions de personnes, dans la région.

Le 4 mars, le Soudan a ordonné l'expulsion de 13 organisations humanitaires du Darfour, après l'émission d'un mandat d'arrêt contre le président soudanais Omar el-Béchir par la Cour pénale internationale. Les agences des Nations Unies et les ONG de l'est du Tchad doivent se réunir le 11 mars pour finaliser leurs estimations chiffrées en vue d'un afflux de population potentiel, a déclaré à IRIN David Cibonga du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) à Abéché, dans l'est tchadien. Face à la rareté des ressources naturelles telles que l'eau ou le bois dans l'est du Tchad, les organisations humanitaires, qui aident un quart de million de réfugiés soudanais, quelque 160 000 déplacés tchadiens et les populations de la région, sont déjà mises à rude épreuve. " [Un afflux important] poserait de vraies difficultés, compte tenu, surtout, des ressources naturelles limitées ", a déclaré à IRIN Pauline Ballaman, responsable urgence d'Oxfam Intermon au Tchad. " L'eau est une denrée rare dans l'est du Tchad, tout comme le bois et les sites éloignés de la frontière, où reloger les réfugiés ". Les ONG qui opèrent dans l'est du Tchad ont expliqué à IRIN qu'elles revoyaient leurs réserves de prévoyance et définissaient actuellement leurs besoins potentiels en termes de personnel et de fonds. " Si les populations des camps de l'ouest du Darfour sont privées d'une aide essentielle, on ne peut pas exclure la possibilité qu'elles se déplacent dans l'est du Tchad ", a estimé Philippe Conraud d'Action contre la faim, un des organismes expulsés du Darfour, qui opère au Tchad. " Mais il est bien trop tôt pour dire [si-

cela va arriver ou non] ". Selon Kurt Tjossem, directeur régional Corne de l'Afrique et Afrique de l'Est à l'International Rescue Committee, l'expulsion des organisations humanitaires " décime " l'effort humanitaire au Darfour.

"A mesure que de moins en moins de services vitaux sont offerts dans certains camps, les gens vont probablement commencer à chercher de l'aide ailleurs. Au début, les familles se déplaceront peut-être relativement près, vers d'autres camps où ces services sont encore proposés, mais il est également possible que les réfugiés partent plus loin et traversent les frontières ". L'IRC travaille également dans les camps de l'est du Tchad, où il déploiera, si nécessaire, les services de santé, d'approvisionnement en eau et d'assainissement proposés, selon M. Tjossem. Le 10 mars, aucun déplacement transfrontalier de population soudanaise n'avait été signalé au Tchad, selon les responsables humanitaires. Toutefois, d'après les travailleurs humanitaires du Darfour, une fois que les réserves des camps seront épuisées, les populations risquent de quitter les lieux. " Les populations n'auront guère de raison de rester ; elles partiront là où elles pourront trouver mieux ", a commenté un travailleur humanitaire international qui a travaillé dernièrement dans les camps de l'ouest du Darfour. " Si vous n'aviez ni vivres, ni eau, ni soins de santé, que feriez-vous ? Sans l'aide la plus essentielle, il n'y aura pas de raison de rester ", a déclaré un travailleur humanitaire, sous couvert de l'anonymat. " Nous dépendons des organisations humanitaires pour avoir de quoi manger, de l'eau et des soins quand nous tombons malades. Si elles partent, qu'est-ce qui va nous arriver ? ", a déclaré à IRIN un déplacé du camp d'Abu Shouk, dans l'ouest du Darfour.